

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 09 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOCACIL (ex ECOMIX)

122 route de Mulhouse
68540 Feldkirch

Références : 0006702338_2025_12_05_Locacil_ViSEchCessact
Code AIOT : 0006702338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement LOCACIL (ex ECOMIX) implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 03/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le contexte de la liquidation judiciaire de la société LOCACIL et de la mise en sécurité de l'installation.

Une quantité importante de broyats de câbles électriques est stockée dans l'installation.

A la suite d'un contrôle réalisé le 22 juillet 2025, le représentant de l'exploitant a notamment été mis en demeure d'évacuer ces déchets et d'assurer la mise en sécurité d'une station service présente dans l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOCACIL (ex ECOMIX)

- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Autorisation (en situation irrégulière)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorisait des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

Des quantités importantes de broyats de câbles électriques sont présentes dans l'installation.

La société LOCACIL a été prononcée en liquidation judiciaire avec cessation d'activité immédiate le 24 juin 2025.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

Référentiel utilisé :

- Arrêté du 8 septembre 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL d'assurer la mise en sécurité de ses installations situées à Feldkirch (68540)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/09/2025, article 2	Consignation	
2	Mise en sécurité de la station service	AP de Mise en Demeure du 08/09/2025, article 3	Consignation	
3	Évacuation des déchets dangereux et des produits dangereux	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Interdiction d'accès	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
5	Mise en sécurité des postes de transformation électrique	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'évacuation des déchets de broyats de câbles électriques n'a pas été réalisée.

Il en est de même pour la mise en sécurité de la station service et de la cuve associée.
Il est proposé de consigner le montant nécessaire à la mise en sécurité.

Il a également été constaté que des produits dangereux et des déchets dangereux n'ont pas été évacués. Il est proposé de mettre en demeure le représentant de l'exploitant de les évacuer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/09/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets
Prescription contrôlée : dans un délai de quarante cinq jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement. Il prévoit : « [...] <i>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</i> <i>1° [...] pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</i> [...] <i>V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</i> [...] »
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 22 juillet 2025, il avait été constaté que les déchets de broyats de câbles électriques présents dans l'installation en quantité importante n'avaient pas été évacués. Il avait notamment été constaté la présence d'un tas de PVC souples et d'élastomères dont la quantité était évaluée de 20 000 à 25 000 tonnes à proximité de l'entrée, d'un tas de polyéthylène basse densité dont la masse était évaluée à 5 000 tonnes au nord de l'installation de tri et de déchets diffus. Au cours du contrôle, le représentant de l'exploitant a indiqué ne pas disposer des liquidités nécessaires pour assurer leur évacuation. Il a indiqué s'être rapproché de plusieurs entreprises afin d'évaluer la possibilité de valoriser ces déchets. Si des prélèvements d'échantillons ont été réalisés, aucune suite n'a été donnée à ce stade pour la valorisation de ces déchets. Il a été constaté que les déchets n'ont pas été évacués à ce stade. Sur la base des éléments disponibles, la quantité de déchets présente dans les installations est estimée à 29 520,59 tonnes (il est à noter que la quantité d'élastomères évacuée de 2018 à 2020 n'est pas connue). Le stock de déchets présents n'a pas évolué depuis le contrôle précédent. La mise en demeure

n'est pas respectée. Dans ce contexte, il est proposé de consigner le montant nécessaire à l'évacuation de ces déchets
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient au représentant de l'exploitant de communiquer à l'Inspection tout élément nouveau relatif à la valorisation de ces déchets au regard des démarches engagées auprès d'entreprises de valorisation des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Mise en sécurité de la station service

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/09/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Suppression des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement. Celui-ci prévoit : « [...] IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux [...] ; [...] » 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; [...]
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 22 juillet 2025, il avait été constaté que la station service présente dans le périmètre des installations n'avait pas été mise en sécurité. Au cours du contrôle, il a été indiqué que la mise en sécurité de l'installation n'a pas été réalisée à ce stade. Le représentant de l'exploitant a présenté un devis relatif à sa mise en sécurité (2 370 €). Dans ces conditions, la mise en demeure n'a pas été respectée. Il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation de ces travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 3 : Évacuation des déchets dangereux et des produits dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des huiles, hydrocarbures, ...

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, [...], la gestion des déchets présents ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 22 juillet 2025, il avait été constaté la présence de 10 bouteilles de gaz usagées dans l'établissement, de fûts d'huile et de produits non identifiés dans un local situé à proximité de l'installation de tri.</p> <p>Le représentant de l'exploitant avait engagé une demande d'avance au Trésor public dans le cadre de la mise en sécurité pour assurer leur évacuation.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que les bouteilles de gaz usagées ont été évacuées, ainsi que les hydrocarbures présents (cf. bordereau de suivi d'évacuation des déchets 20250730-7CZC3A59B).</p> <p>Toutefois, les autres produits dangereux (solvants notamment) et les emballages vides souillés ont été regroupés dans le local abritant la table à eau (présence de trois fûts sur rétention, de fûts vides souillés, ...), mais ils n'ont pas été évacués.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis d'un montant de 1 102,01 € pour leur prise en charge.</p> <p>La prescription n'est pas respectée. Il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de se conformer à la prescription précitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire évacuer les produits et déchets dangereux présents dans l'installation et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Interdiction d'accès

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° [...];</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>[...]</p>

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 22 juillet 2025, il avait été constaté que la clôture située en limite ouest était en partie au sol.

Au cours du contrôle, il a été constaté que la clôture située en limite ouest a été remise en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en sécurité des postes de transformation électrique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...]

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

[...]

3° La suppression des risques d'incendie [...];

[...]

Constats :

Pour mémoire, deux postes de transformation haute tension sont présents dans l'établissement. Le représentant de l'exploitant et le propriétaire indiquent tous les deux qu'aucun abonnement n'a été souscrit auprès d'Enedis pour ces dispositifs.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté le poste de distribution alimentant l'installation, situé à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement. Il correspond effectivement au point de livraison associé à LOCACIL.

Au cours du contrôle, il a été constaté la présence de voyants lumineux sur l'un des postes de transformation, indiquant que le dispositif est potentiellement encore sous tension (unités identifiées "Cité Alex" et "ZA Alex").

En l'état, la mise en sécurité n'apparaît pas effective. Toutefois, les éléments nécessaires à identifier le responsable de la mise en sécurité de ces dispositifs ne sont pas disponibles à ce stade (en effet, le représentant de l'exploitant, ainsi que le propriétaire qui a également été interrogé, ont indiqué qu'aucun abonnement au nom de l'exploitant n'est disponible pour ces équipements).

Il est proposé à l'exploitant d'écrire à Enedis afin de statuer sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite